



## RPCA Note aux décideurs

### Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest face à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure pour la deuxième année consécutive avec 27.1 millions de personnes menacées pendant la soudure 2021 :

*Répondre rapidement et de manière coordonnée à l'urgence, tout en renforçant l'engagement politique en faveur d'alternatives durables face à la récurrence des crises et aux besoins croissants d'assistance alimentaire*

## MESSAGES CLÉS

### MESSAGE 1 : Les menaces à la sécurité alimentaire et nutritionnelle persistent.

La campagne agropastorale 2020-21 a été globalement bonne, avec une production céréalière de 74.3 millions de tonnes, en hausse de 0.6 % par rapport à la campagne dernière et de 9.0 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cependant, la production céréalière baisse de 8 % par rapport à 2020 en Côte d'Ivoire et en Guinée. La production de tubercules, évaluée à 194.9 millions de tonnes, est en hausse de 11.6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La disponibilité en pâturages et en points d'eau pour le bétail est satisfaisante, mais l'accès à ces ressources demeure très limité dans plusieurs zones de conflit. En outre, les mesures de santé publique face à la Covid-19, notamment les fermetures de frontières, continuent d'entraver, voire de bloquer, la transhumance transfrontalière. Près de 57 000 éleveurs et 1.5 million de têtes de bétail étaient bloqués en janvier 2021. La persistance de facteurs aggravants est source de grande inquiétude.

- ▶ **L'insécurité civile persiste dans le Liptako-Gourma, le Bassin du Lac Tchad et le nord du Nigéria.** Cette situation provoque d'importants flux de personnes déplacées internes : plus de 1.1 million et de 2 millions, respectivement au Burkina Faso et au Nigéria. Il s'agit de l'un des principaux facteurs aggravants, engendrant une hausse dramatique des besoins d'assistance alimentaire et humanitaire. Elle exacerbe la malnutrition des enfants et compromet leur avenir. Entre fin 2017 et juin 2019, le nombre d'écoles fermées dans le Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) est passé de 512 à 3 005, privant des milliers d'enfants d'éducation, mais aussi de cantine scolaire essentielle pour leur alimentation.
- ▶ **Les effets de la pandémie de Covid-19 demeurent prégnants sur les communautés et les économies locales.** Ils continuent de fragiliser les moyens d'existence et le pouvoir d'achat des populations vulnérables, en particulier celles de l'économie informelle. La gestion des crises sécuritaire et sanitaire pèse lourdement sur les budgets des États, limitant les capacités des pouvoirs publics à répondre à l'urgence alimentaire mais surtout à s'attaquer aux causes structurelles de la faim et de la malnutrition. Les pertes d'emplois et de revenus des ménages, vivant de l'informel, engendrent notamment un risque très élevé de basculement de millions de jeunes et de femmes dans la pauvreté et la précarité.
- ▶ **L'inflation continue de frapper durement la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria et la Sierra Leone.** Les effets croisés de cette inflation et des crises sécuritaire et sanitaire provoquent la hausse de prix des denrées alimentaires, atteignant plus de 40 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, au Libéria, au Nigéria et en Sierra Leone. Ce contexte socioéconomique persiste depuis au moins trois ans et fragilise les capacités d'accès des ménages vulnérables aux aliments.

### MESSAGE 2 : La région connaît une extension inquiétante des foyers d'insécurité alimentaire et nutritionnelle vers le Golfe de Guinée.

- ▶ **Pour la deuxième année consécutive, la région fait face à une crise alimentaire sans précédent.** 19.6 millions de personnes, dont 9.2 millions au Nigéria, ont actuellement besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate. Ce chiffre pourrait atteindre 27.1 millions de personnes, dont 12.8 millions au Nigéria, en juin-août, si des mesures appropriées ne sont pas prises.

—  
Cette note a été produite par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) et le Secrétariat exécutif du CILSS. Elle s'appuie sur les conclusions des réunions annuelle et restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), tenues respectivement le 3 décembre 2020 et les 8-9 avril 2021 par vidéoconférence.  
—



## À PROPOS

Créé en 1984 et placé sous le co-pilotage politique de la CEDEAO et de l'UEMOA, le RPCA a pour mission de construire une vision consensuelle de la situation alimentaire et nutritionnelle et de promouvoir le dialogue et la coordination au bénéfice de la décision et de l'efficacité des interventions. Il est co-animé par le CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).

En outre, environ 51 millions de personnes additionnelles, actuellement sous forte pression alimentaire, pourraient basculer en crise si des actions d'atténuation ne sont pas mises en œuvre ; ce chiffre risque d'atteindre 67 millions pendant la soudure. En 2020, plus de 1.5 million d'enfants malnutris de 6 à 59 mois ont été admis dans les centres de récupération, et la situation nutritionnelle générale pourrait se dégrader davantage en 2021, avec la persistance de la crise sécuritaire, occasionnant la fermeture de centres de santé et d'écoles, privant les enfants d'éducation et de cantine scolaire.

- ▶ **Les foyers d'insécurité alimentaire s'étendent de manière inquiétante au Golfe de Guinée.** Aux foyers récurrents du Liptako-Gourma, du Bassin du Lac Tchad et au nord du Nigéria, s'est ajouté depuis deux ans celui du Golfe de Guinée. Ce dernier, provoqué par l'inflation, concerne notamment la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, avec respectivement 0.68, 0.94 et 1.8 million de personnes qui pourraient être affectées par la crise pendant la soudure 2021. La Sierra Leone enregistre pour la deuxième année consécutive plus d'un million de personnes en crise alimentaire.

### **MESSAGE 3 : Les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes dans la région sont révélatrices de problèmes structurels à résoudre.**

- ▶ **Les racines de la malnutrition chronique persistent dans la région.** L'Afrique de l'Ouest, et plus globalement l'Afrique subsaharienne, est la seule région au monde où le nombre d'enfants de moins de cinq ans affectés par le retard de croissance a augmenté entre 2000 et 2019. Un enfant sur trois souffrant de ce mal en Afrique subsaharienne vit en Afrique de l'Ouest. Cette malnutrition chronique est la conséquence de la superposition de plusieurs problèmes aux effets croisés : pauvreté endémique et faible pouvoir d'achat, insuffisance et difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau-hygiène-assainissement, planning familial, etc.) requis pour une alimentation et nutrition convenables. De nos jours, 70 % des Ouest-Africains n'ont pas accès aux services d'assainissement de base ; un tiers n'a pas accès à l'eau potable. Cette situation questionne la capacité des pouvoirs publics à répondre convenablement à une demande sociale sans cesse accrue dans un contexte de forte croissance démographique. Elle pose également la question de leur engagement à s'investir dans la durée en faveur de systèmes alimentaires locaux résilients.
- ▶ **Embarqués dans la gestion permanente de l'urgence alimentaire, plusieurs pays peinent à s'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires et nutritionnelles.** Entre 2019 et 2021, le nombre de personnes en besoin d'assistance alimentaire pendant la soudure (juin-août) est passé de 11.1 millions de personnes à 27.1 millions de personnes, soit 16 millions de personnes additionnelles. Cette explosion des besoins d'assistance alimentaire survient dans un contexte de fortes tensions budgétaires des États engendrées par la superposition des crises (alimentaire, sécuritaire, sanitaire, etc.). Le recours permanent à l'assistance alimentaire compromet les capacités d'investissement des gouvernements pour s'attaquer aux racines structurelles de la faim et de la malnutrition.

## **IMPLICATIONS MAJEURES POUR LA CEDEAO, L'UEMOA ET LE CILSS**

### **1. Sonner au plus vite la mobilisation politique et financière afin de répondre rapidement et de manière coordonnée à l'urgence alimentaire et nutritionnelle**

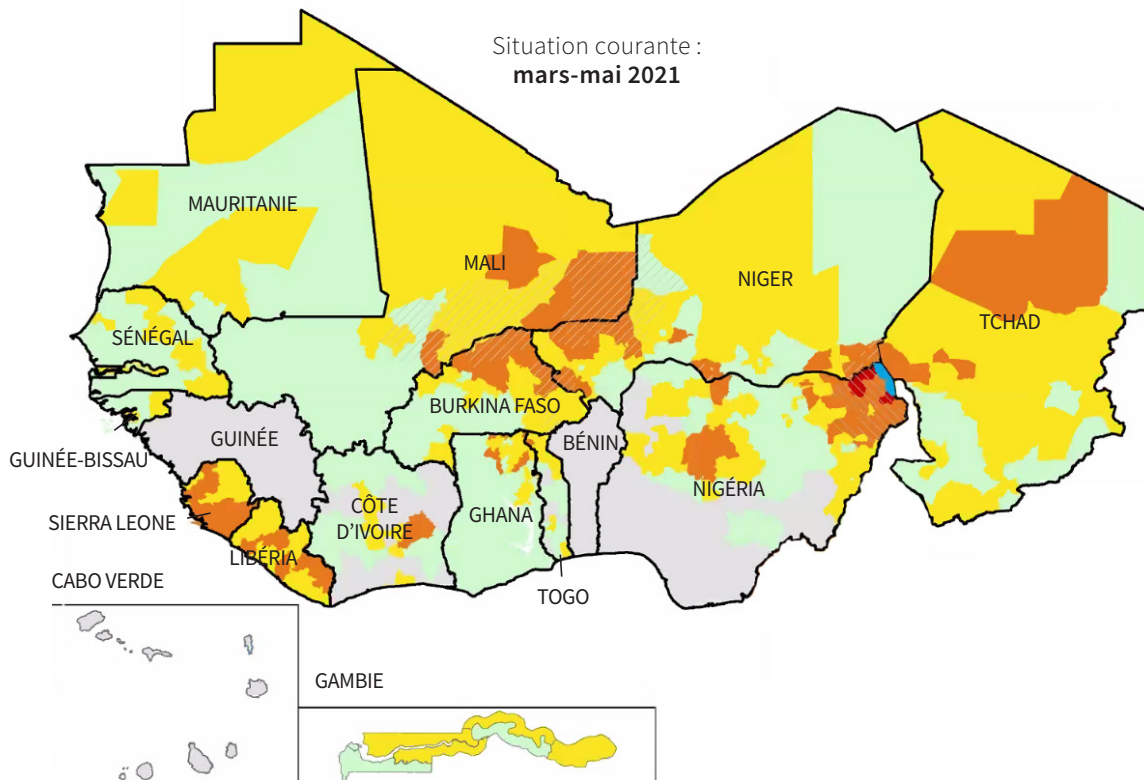
- ▶ Déclencher les mécanismes de solidarité régionale (réserve régionale et autres instruments financiers) pour soutenir les pays affectés dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux de réponse ;
- ▶ Appuyer les pays les plus durement touchés par l'inflation dans la définition et la mise en œuvre de plans pluriannuels d'atténuation et de renforcement de la résilience des ménages vulnérables face à ses effets sur l'alimentation et la nutrition ;
- ▶ Soutenir les États pour la mise en œuvre de programmes ciblés de renforcement des moyens d'existence des populations actuellement sous forte pression alimentaire, dont le nombre pourrait atteindre 67 millions d'ici la soudure 2021.

### **2. Rehausser le momentum politique en faveur d'un changement de paradigme face aux crises alimentaires et nutritionnelles répétitives**

- ▶ Saisir l'opportunité des préparatifs du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires pour engager le dialogue politique avec les gouvernements autour de la réorientation des priorités d'investissements en faveur de systèmes alimentaires locaux durables et résilients, ainsi que du renforcement des moyens d'existence et de la résilience des plus vulnérables ;
- ▶ Engager la discussion avec les États afin de mettre au centre des priorités les piliers « résilience » des Plans nationaux d'investissement agricole - sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIA-SAN) et autres programmes dédiés à la résilience, et d'accélérer leur réalisation, y compris la mise à l'échelle des plans de protection sociale destinés à sortir progressivement les populations vulnérables du cercle vicieux de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.

# SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST : SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

19.6 millions de personnes sont en situation de « crise » et au-delà (phases 3-5)



**Phases d'insécurité alimentaire**

Zones partiellement inaccessibles

Non analysé

Phase 1 : Minimale

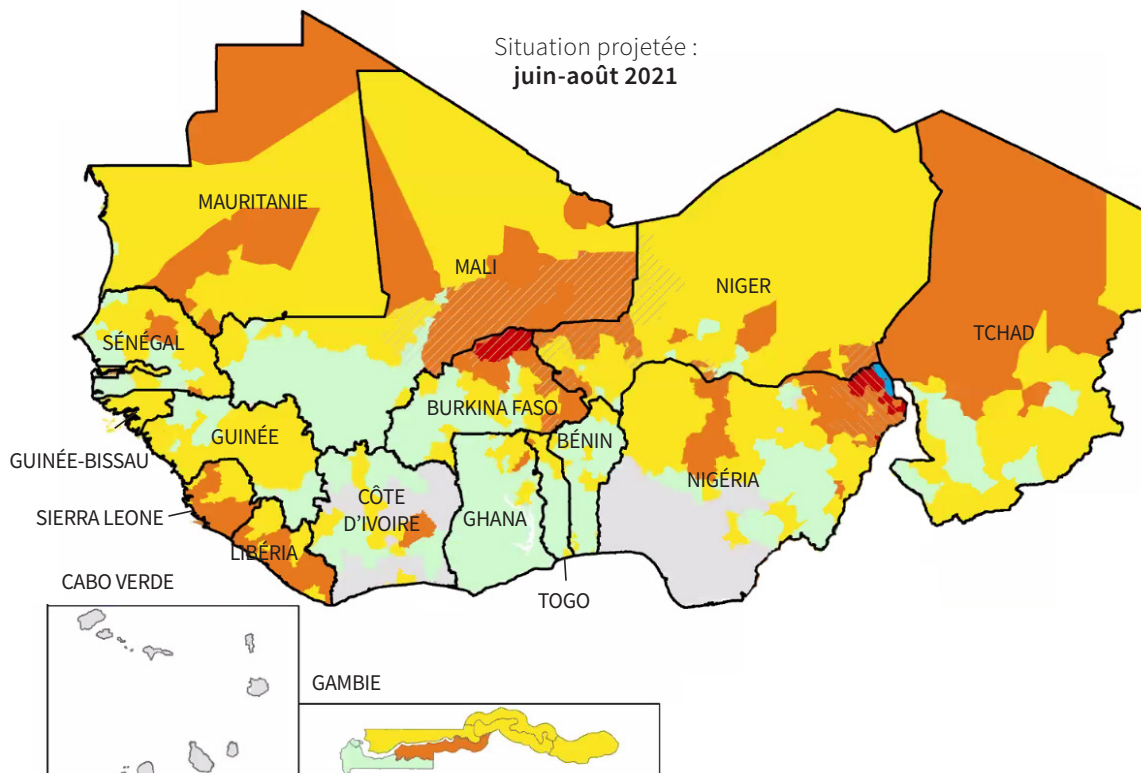
Phase 2 : Sous pression

Phase 3 : Crise

Phase 4 : Urgence

Phase 5 : Famine

27.1 millions de personnes sont en situation de « crise » et au-delà (phases 3-5)



Source : Analyses du Cadre harmonisé, concertation régionale, Ouagadougou, Burkina Faso, mars 2021 [www.food-security.net](http://www.food-security.net)

© 2021. Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), carte réalisée par CILSS/AGRHYMET